

cussions les uns sur les autres. Chacun de ces événements pèsera lourdement sur l'avenir de toutes les nations libres.

Lorsqu'on a annoncé le plan de rétablissement en dix points à la fin de la conférence de Washington, ceux qui obtenaient leurs renseignements des journaux ou de la radio pouvaient difficilement comprendre l'optimisme exprimé par ceux qui avaient assisté à la conférence. Bien que les décisions prises aient été importantes, et qu'on eût raison de se réjouir de l'adoption à l'unanimité d'un plan de cette nature, les dix points proposés ne semblaient pas apporter de solution aux véritables problèmes fondamentaux, et dans certains cas on ne saurait les réaliser avant plusieurs années. Il est maintenant évident que si l'on a exprimé de la confiance, c'est parce qu'on espérait que les décisions prises par les délégués à la conférence devaient être suivies d'une revalorisation de la monnaie de plusieurs pays aux fins des échanges internationaux.

C'est au moins un premier moyen d'assouplir les échanges internationaux, ce qui facilitera le libre mouvement des denrées d'un pays à un autre en conformité des méthodes commerciales normales. Il semble manifeste que la valeur internationale attribuée à la livre anglaise soit une tentative en vue d'estimer la véritable valeur actuelle de la livre sur le marché international. Espérons que ce n'est là que le commencement d'un procédé plus souple et une partie d'une rectification continue par rapport aux véritables valeurs des échanges internationaux, comme on se le proposait lorsque la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont été établis.

Outre les résultats détaillés qui peuvent découler de la conférence entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada, une grande réalisation ne manquera sûrement pas de satisfaire tout le monde, réalisation dont on ne saurait surestimer l'importance. Il est hors de doute que l'efficacité du Pacte de l'Atlantique repose sur la puissance économique des nations qui se sont unies pour sauvegarder la paix. Leur unité s'appuie sur d'autres éléments que le commerce et la stabilité économique. Elle repose également sur la bienveillance mutuelle, l'amitié et la bonne entente. Il est indiscutable qu'au cours des dernières semaines de l'été, il y avait d'alarmants indices de friction croissante entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, à cause de problèmes économiques. Je ne dis pas qu'il y avait des signes manifestes de friction entre les gouvernements, mais il y avait sûrement lieu de s'inquiéter au sujet de la mésentente croissante entre

bien des gens de ces deux pays. Si cette friction était devenue un fait accompli, l'avenir du Pacte de l'Atlantique-Nord aurait pu s'en trouver menacé, car l'amitié sincère des États-Unis et de la Grande-Bretagne est le fondement même de cette grande association.

La conférence de Washington terminée il y a une semaine, a accompli une grande tâche. Maintenant qu'on en connaît mieux les détails, on reconnaîtra certes que les réalisations dépassent les espérances. N'eût-elle d'ailleurs servi qu'à mettre en lumière l'harmonie et la bonne volonté qui existent entre le Canada, la Grande-Bretagne et les États-Unis, ce serait déjà une réussite considérable en ce moment. Le rôle que les représentants du Canada ont joué dans la réalisation de cette entente cordiale à l'égard de problèmes communs sera bien vu, j'en suis sûr, de l'ensemble des Canadiens.

Toutefois, si importantes et si dramatiques que soient les décisions annoncées hier, si importantes que puissent être celles dont le gouvernement canadien nous fera part au cours de la journée, n'oublions pas que ce n'est là qu'un premier pas vers la solution de notre grand problème, même si les mesures prises jusqu'ici sont encourageantes. Bien que le gouvernement anglais se dise assuré que la dévalorisation de la livre accroîtra considérablement le commerce d'exportation de la Grande-Bretagne, il reste encore à trouver le moyen qui permettra à cette dernière et aux autres pays du sterling d'acheter nos produits. En prenant cette décision on croit et on espère sans doute qu'il sera possible à la Grande-Bretagne d'exporter plus de denrées qui rapportent des dollars, mais il faudra encore gagner des dollars. Ce n'est donc là que le premier pas et non la solution définitive du problème même.

Une grande partie des marchandises que l'Angleterre a achetées chez nous dépendait des fonds que fournit l'Administration pour la coopération économique. On s'attend que ces fonds ne seront plus disponibles après 1952 et d'ici là le montant disponible décroît constamment. Quelque énorme que soit le pouvoir de production des États-Unis, on ne peut s'attendre que ce pays puisse continuer pendant longtemps à supporter le lourd fardeau international qu'il a assumé depuis la guerre. Donc, toutes les mesures que l'on prend aujourd'hui, tout programme aujourd'hui envisagé doit, par prudence, se fonder sur l'hypothèse que les fonds ne seront plus disponibles après 1952 et que, de toute façon, moins de ces fonds seront disponibles pour l'achat au Canada de marchandises par les pays bénéficiant du plan Marshall.

Les Canadiens sont portés à croire que ce problème ne nous touche pas de près, qu'il